

"Rendre à la chasse toute sa place au coeur du rural"

PAUL-JOSEPH ETTORI. - Le président de la fédération des chasseurs de Corse livre son analyse sur les évolutions de cette activité ancestrale et la place qu'elle occupera dans la société de demain

Paoul-Joseph Ettori, 77 ans, préside la Fédération des chasseurs de Corse depuis sa création, en 2005. La régionalisation, le transfert de la compétence "chasse" de l'État vers la Collectivité de Corse ou encore l'éthique de la pratique face à ses détracteurs sont autant de combats que le président épouse. Sur l'île, dix-huit mille chasseurs prennent chaque année la direction du maquis.

Dans quel contexte s'opère la réforme globale de la chasse en cours au plan national ?

L'arrivée de Willy Schraen à la tête de la fédération nationale de la chasse, en 2016, a mis fin à douze années d'immobilisme. Nous avons adressé, l'an dernier, un courrier aux candidats à l'élection présidentielle pour exprimer nos souhaits en termes de modification et de développement de la chasse. Une future réforme prévoit de faciliter et de défendre la chasse, de se tourner vers la ruralité et d'apporter de nouveaux flux financiers en fonction de la demande. Tout simplement, rendre ses atouts à la pratique d'une chasse populaire. Par exemple, le prix annuel du permis de chasse national va être divisé de moitié en passant de 400 € à 200 €. Toutes ces modifications ont été validées par un vote massif lors de l'assemblée générale des fédérations, à Lyon, le 22 mars dernier.

Un second dossier est égale-

ment en cours au plan national. Il s'agit d'un nouveau modèle de statuts pour les fédérations départementales. Cette version est le fruit d'un long processus de réflexion et comporte un certain nombre d'adaptations qui répondent au triple objectif de clarifier, de simplifier et de renforcer ces documents. Ils seront donc plus lisibles et mieux référencés.

La régionalisation de la chasse en Corse est votre combat depuis près de 20 ans, où en est ce dossier ?

C'est le dossier phare de mon activité à la fédération. Il va de pair avec notre demande de transférer la compétence "chasse" de l'État vers la Collectivité de Corse. Nos élus prendraient alors les bonnes décisions, en toute connaissance du terrain et des dossiers. Le président de l'exécutif, Gilles Simeoni, se dit favorable à cette évolution et l'a fait savoir publiquement. Les discussions actuelles sur l'inscription de la Corse dans la constitution ainsi que la réforme globale de la chasse portée par le président de la République renforcent l'opportunité de solliciter ce transfert de compétence. Notre ministre de tutelle actuel, Nicolas Hulot, est connu pour être un anti-chasse notoire. Son souhait est qu'il n'y ait plus de chasse du tout à l'horizon

2020, il l'a déclaré publiquement.

Nous pensions que la régionalisation serait validée au moment du processus de Matignon. Elle avait été réclamée par plus de 3 000 chasseurs dans les rues d'Ajaccio, de Bastia et de Corte en 2000. Mais nous n'avons pas lâché le morceau. L'Assemblée de Corse, à deux reprises en 2009 et 2013, l'a également votée à l'unanimité.

Le président de la fédération nationale Willy Schraen est venu en Corse en octobre dernier et a rencontré Gilles Simeoni. Tous deux défendent ce dossier.

Sur un plan pratique, à quoi servira cette régionalisation ?

La création de la fédération régionale, en 2005, a déjà permis d'harmoniser nos positions sur tous les plans. Il reste cependant des disparités peu significatives au niveau des dates d'ouverture et de fermeture. Cette régionalisation ne posera aucun problème au niveau pratique puisque nous travaillons déjà main dans la main. Il serait intéressant de mutualiser nos moyens en matière de lutte contre le braconnage parce que le nombre de garde a beaucoup diminué ces dernières années et les braconniers se régalaient. Je voudrais également signaler que nous avons comman-

dé une étude aux étudiants en master Économie de l'Université de Corse pour enquêter sur les retombées économiques de la chasse en Corse. Le questionnaire est prêt et sera soumis prochainement. Je suis sûr que beaucoup de gens seront surpris par ces chiffres. Sur le plan national, moins de 2 % de la population chasse alors que nous sommes 5 % sur l'île, c'est dire l'importance de notre passion.

Malgré sa popularité sur l'île, la chasse est une pratique de plus en plus décriée. Comment imaginez-vous son avenir ?

Il est difficile de se positionner sur l'avenir de la chasse parce qu'il y a des dérives au sein de la population de chasseurs. Commises par une minorité, certes, mais qui suffisent à développer un sentiment d'opposition de plus en plus fort lorsque, par exemple, on arrose les réseaux sociaux de communiqués et de photos choquantes. En publiant ce genre de documents, on donne des fusils aux anti-

chasses pour qu'ils nous tirent dessus... Je demande aux chasseurs qui ne le font pas de faire attention,

d'avoir un comportement digne, de respecter les propriétés privées et de ramasser leurs douilles. Les comportements ont évolué ces dernières années grâce à

une prise de conscience face à ces attaques qui ont fait que le blason de la chasse a perdu de sa dorure. Ces "tueurs" n'ont rien à voir avec le vrai chasseur qui lui, a une éthique. Une chasse légitime et honorable se pratique avec passion mais surtout avec raison. Tant qu'on n'aura pas compris cela, il ne faut pas espérer grand-chose. Les jeunes sont sensibilisés puisque nous intervenons sur le sujet au niveau de la préparation au permis de chasser. Mais il est plus difficile de désagréger une vieille habitude qu'un atome. Malheureusement certains n'ont que des droits, aucuns devoirs, et font la sourde oreille. Au sujet du ramassage des cartouches, nous avons le projet de créer une unité de recyclage comme cela existe sur le Continent.

Quels sont vos rapports avec les détracteurs de la chasse ?

Nos rapports sont souvent tendus. Nous devrions pourtant travailler en synergie à la défense de la biodiversité.

J'ai été vice président de la fédération nationale de la chasse et représentant aux états généraux de la chasse, à Pa-

ris. En face de moi, il y avait les représentants d'associations antichasse. Il est difficile de discuter avec des gens adeptes de la pensée unique, lorsqu'il n'y a

qu'eux qui ont raison. Par-tant du postulat qu'il faut supprimer la chasse, ils n'en démordent pas. Heureusement les écologistes corses ne sont pas aussi virulents. La plupart partagent et défendent nos traditions, j'en connais même qui chassent. Contrairement à ce qui se passe sur le continent, nous nous rejoignons sur beaucoup de points. Il y a par contre des animalistes, dont la plupart viennent d'arriver sur l'île, qui renient notre existence et nos traditions.

La chasse fait, chaque année, des victimes sur notre île.

Peut-on réduire ces risques. La sécurité est l'axe central de la préparation au permis de chasser. Je ne me fais donc aucuns soucis du côté des jeunes générations qui sont aujourd'hui bien préparées. Ces dernières sont mieux formées et plus prudentes. Pour les générations qui ont déjà pris de mauvaises habitudes, la solution est moins évidente. Pour éviter les accidents avec les autres utilisateurs de la nature, nous avons fait faire des panneaux que nous disposons sur les zones de battues pour prévenir de notre activité. Les chefs de battues se doivent également de rappeler toutes les consignes de sécurité et de s'assurer que chaque chasseur dispose d'une casquette ou d'un gilet fluo pour être repérable de loin dans le maquis. Si les règles sont bien respectées il ne doit plus y avoir aucun accident.

"Les animalistes qui viennent d'arriver renient notre existence"